

Lettre ouverte à Aurélie FILIPPETTI

Madame la Ministre,

La victoire de l'extrême droite en France le 25 mai 2014 aux élections européennes, qui intervient après une percée très significative aux municipales, jette une lumière crue sur la crise profonde que traversent notre société et nos institutions.

Les motivations de ce vote sont assurément multiples et complexes à analyser. Nos organisations syndicales considèrent néanmoins que la politique conduite depuis deux ans par le gouvernement auquel vous appartenez est explicitement en cause. Les promesses, oubliées, et les engagements, trahis, ont en effet fait place très rapidement à une politique que n'aurait pas désavouée la précédente majorité, notamment par un arsenal de mesures d'austérité et de réduction des moyens des services publics.

Le ministère de la culture si souvent attaqué par vos prédécesseurs est encore aujourd'hui sous le coup de décisions injustes, absurdes et irresponsables au regard de son rôle éminent quant au développement de la culture dans toute sa diversité et ses potentialités sur l'ensemble du territoire national.

Dans ces moments si difficiles, nous sommes plus que jamais déterminés à nous battre pour des politiques culturelles fondées sur le socle des valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité.

Or nous ne connaissons que trop bien le sort fait à la culture par l'extrême droite et par les mouvements réactionnaires. Aussi, rien ne serait plus dommageable que de prendre cet événement à la légère et de n'en tirer d'autres conséquences que de poursuivre la même politique austéritaire et régressive, alors que la situation appelle un changement de cap immédiat et résolu dans la politique économique et sociale du gouvernement.

Dans cette urgence, vous avez une responsabilité toute particulière compte tenu du poste qui est le vôtre et du rôle que doit jouer la politique culturelle pour « faire société ».

Il vous appartient de préserver toutes les capacités d'intervention du ministère et de ses Directions régionales des affaires culturelles dans les territoires en faisant la clarté sur les conséquences du 3^{ème} acte de la décentralisation, de la métropolisation et des projets de réforme de l'administration territoriale de la République ainsi que de l'organisation de ses collectivités.

Vous devez intervenir pour que cessent les réductions de crédits budgétaires, les suppressions d'emplois, la poursuite - sous la dénomination de Modernisation de l'Action Publique (MAP) - de la RGPP dont vous savez combien elle a été préjudiciable aux politiques culturelles et à ceux qui les font vivre.

Ceci ne vous exonère en rien, en tant que membre du gouvernement, de vos responsabilités face à la dégradation du pouvoir d'achat, des conditions de vie et de travail des agents publics, et aux effets des mesures du pacte dit « de responsabilité » dans la détérioration de la protection sociale dans toutes ses dimensions.

Devant la gravité de cette situation, à laquelle nous ne pouvons pas croire que vous soyez indifférente, nos organisations syndicales vous demandent une audience.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, nos meilleures salutations.